



Un travail décent, une vie
décente pour les travailleurs et
les travailleuses domestiques



Les travailleurs/euses domestiques sont principalement des femmes, des enfants, des migrants ou des indigènes. Leur travail est sous-évalué, sous-payé, invisible, n'est pas reconnu ni respecté. Ce sont les raisons pour lesquelles, dans de nombreux pays, les travailleurs/euses domestiques ne tombent pas sous le coup de la législation du travail et de la protection sociale. Nombre d'entre eux ne peuvent exercer leur droit de former un syndicat ou d'y adhérer, que ce soit pour des raisons légales ou pratiques. Il en résulte que les mauvais traitements, la violence et les sévices physiques et sexuels restent souvent impunis.

Les travailleurs/euses domestiques font partie des catégories les plus exploitées qui:

- Effectuent un nombre excessif d'heures pour un salaire inférieur aux normes;
- Vivent souvent sous le même toit que leur employeur dans des conditions insalubres;
- Sont exposés à tout type de sévices;
- Ont très peu de possibilités, voire aucune, de prendre un jour de congé;
- Rencontrent des difficultés pour contacter le monde extérieur, la famille et les amis.

Les syndicats doivent briser le silence. À travers leurs actions, que ce soit au niveau local, mondial, ou de l'Union Européenne, les syndicats peuvent contribuer à garantir un travail décent aux travailleurs/euses domestiques. En s'affiliant à un syndicat, ces travailleurs/euses peuvent sortir de l'ombre, s'unir et exiger des conditions de vie et de travail décentes.

Il est urgent d'adopter une Convention internationale protégeant les droits des travailleurs/euses domestiques. La Conférence internationale du travail en juin 2011 sera cruciale pour garantir que les droits des travailleurs/euses domestiques soient protégés à l'échelle internationale. Les négociations tripartites doivent déboucher sur des instruments forts de l'OIT apportant un réel changement en matière de conditions de vie et de travail de tous les travailleurs/euses domestiques dans le monde entier.

➤ Veillez à ce que votre gouvernement vote en faveur d'une Convention assortie d'une Recommandation lors de la prochaine Conférence internationale du travail en juin 2011!



Que voulons-nous?



Des législations nationales qui reconnaissent les droits au travail de ces travailleurs/euses:

Les législations du travail qui excluent les travailleurs/euses domestiques de leur champ d'application doivent être amendées et les législations existantes doivent être mises en œuvre adéquatement. Partout dans le monde, ils/elles doivent pouvoir exercer leur droit fondamental de former un syndicat et d'y adhérer. Ils/elles doivent avoir accès aux tribunaux du travail et à des voies de recours efficaces lorsque leurs droits sont bafoués. Certains pays, notamment l'Afrique du Sud, le Costa Rica et l'Uruguay, ont pris des mesures significatives pour que les réglementations du travail couvrent les travailleurs/euses domestiques, ouvrant ainsi la voie à la formalisation de leur situation d'emploi.



L'établissement d'un cadre européen protégeant les droits des travailleurs/euses domestiques:

Les travailleurs/euses domestiques sont souvent exclus des directives de l'UE sur la santé et la sécurité au travail ainsi que de la directive 92/85 sur la protection de la maternité. Cette situation doit changer.



Une rémunération juste pour le travail domestique:

Considéré comme un travail non qualifié que « toute femme peut réaliser », le travail domestique est sous-évalué et sous-payé. Les travailleurs/euses de ce secteur, comme tous les autres salariés, ont droit à un salaire minimum et à un processus de négociation équitable à travers lequel ils/elles peuvent demander un salaire décent.



Le droit des travailleurs/euses domestiques à la protection sociale y compris la protection de la maternité:

Les travailleurs/euses domestiques doivent avoir accès aux systèmes de protection sociale nationaux. Comme la grande majorité sont des jeunes femmes, la protection de la maternité est indispensable. La Convention n°183 de l'OIT doit être ratifiée et mise en œuvre afin de garantir une protection adéquate.



Des conditions de travail et de vie décentes pour tous les travailleurs/euses domestiques:

Le temps de travail doit être réglementé et la réglementation appliquée. Les travailleurs/euses domestiques, comme tous les autres travailleurs, doivent avoir droit aux congés payés annuels, à des jours de repos hebdomadaires et à une compensation des heures supplémentaires.



La scolarisation des enfants:

Des programmes et politiques sont nécessaires pour mettre fin au travail domestique réalisé par les enfants et veiller à ce qu'ils soient scolarisés. Pour l'essentiel, les Conventions de l'OIT sur le travail des enfants (n°138 et 182) doivent être pleinement respectées.



Plus de travailleurs/euses domestiques membres de nos organisations:

Les travailleurs/euses domestiques ont besoin des syndicats et les syndicats ont besoin d'eux/elles. Ils/elles peuvent bénéficier de l'influence, du soutien et de l'expérience des syndicats qui eux-mêmes seront plus forts lorsqu'un nombre croissant de travailleurs/euses domestiques viendront grossir leurs rangs.



Une collaboration étroite entre syndicats et organisations de travailleurs/euses domestiques:

La lutte des travailleurs/euses domestiques est notre lutte. En joignant nos forces, nous serons plus forts pour atteindre notre objectif commun: un monde où la justice sociale et le travail décent sont garantis à toutes et tous.



CSI Confédération syndicale internationale
 5 Bld Roi Albert II, bte 1, 1210 Bruxelles, Belgique
 Tel. + 32 2 224 02 11, Fax +32 2 201 58 15
 e-mail: info@ituc-csi.org, www.ituc-csi.org